

**M/S : médecine sciences**



## **Pour une expertise citoyenne des risques For a civic expertise of the risks**

Gérard Lambert

Volume 22, numéro 3, mars 2006

Vieillesse

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012793ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

SRMS: Société de la revue médecine/sciences  
Éditions EDK

ISSN

0767-0974 (imprimé)  
1958-5381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lambert, G. (2006). Pour une expertise citoyenne des risques. *M/S : médecine sciences*, 22(3), 329–330.

Tous droits réservés © M/S : médecine sciences, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

## Pour une expertise citoyenne des risques

Gérard Lambert



Journaliste scientifique,  
9, Villa Claude Monet,  
75019 Paris, France.  
[glamb@noos.fr](mailto:glamb@noos.fr)

Éthers de glycol, amalgames dentaires, dioxines, myco-toxines, disrupteurs, téléphones portables, *overdose* de sel dans nos assiettes, André Cicollela et Dorothée Benoit-Browayes traquent les toxiques de la vie quotidienne. Le scientifique lanceur d'alerte et la journaliste spécialiste en santé environnementale signent un livre de référence sur les enjeux sanitaire de la société post-industrielle [1].

Les crises sanitaires et leurs lots de révélations aux parfums de scandale ont alerté l'opinion publique, inquiété les décideurs politiques et pointé les limites de l'évaluation scientifique. On serait en droit de penser que des affaires aussi retentissantes que celles du sang contaminé, de l'amiante ou de l'encéphalopathie spongiforme bovine ont suscité la création de réseaux de surveillance et d'expertise adaptés à la gestion des risques sanitaires. Mais, à en croire le livre d'André Cicollela et de Dorothée Benoit-Browayes, nous en sommes encore loin. Beaucoup reste à faire, ne serait-ce que pour prendre la juste mesure du danger, à défaut de vivre dans un monde réellement sécurisé. Car, aussi exemplaires qu'elles soient, ces affaires ne sont pas exceptionnelles. C'est l'un des enseignements que l'on tire de cet ouvrage solidement documenté, la reconnaissance d'une foule de risques environnementaux connus, identifiés, mais toujours pas réglés.

*Alertes santé*, c'est d'abord une formidable enquête sur ces dossiers que des citoyens, des scientifiques, des associations ont portés à bout de bras afin d'alerter le public et les autorités sur des risques méconnus. C'est l'histoire de ces hommes et des ces femmes qui, au nom de la santé publique, ont résisté aux pressions de leur hiérarchie, à l'arrogance d'experts englués

dans des conflits d'intérêts et à la précarisation de leur situation professionnelle. S'ils affirment vouloir éviter la « victimisation » des lanceurs d'alerte, les auteurs n'évitent cependant pas l'écueil de les décrire comme des héros des temps modernes, des citoyens au sens plein du terme, des sentinelles dans la cité. On vibre avec Marc Edouard Colin, ce vétérinaire qui dénonce la toxicité du Gaucho® sous les calomnies du groupe Bayer, on s'inquiète pour la santé de Véronique Lapidès et des siens exposées aux polluants d'une ancienne usine Kodak et on voudrait venir en aide à Jean-Jacques Melet, qui se bat pied à pied pour éradiquer le mercure de nos cavités buccales. Le récit est précis et détaillé, chaque pièce versée au dossier dûment référencée, au point parfois de noyer le lecteur sous un flot d'acronymes et de rapports d'expertise.

Certains cas analysés pourront surprendre. Classé dans la seconde partie de l'ouvrage parmi les nouveaux risques, l'exemple de la légionellose traduit d'abord l'extraordinaire capacité d'adaptation de l'écologie bactérienne aux pratiques humaines. Et l'opiniâtreté de l'Institut de veille sanitaire (InVs), qui ne ménage pas ses efforts pour débusquer les tours aéroréfrigérantes contaminées, tend surtout à prouver que le lanceur d'alerte est en voie d'institutionnalisation. Autre cas inattendu, celui des brevets accordés à la société Myriad Genetics sur les gènes de prédisposition au cancer du sein, *BRCA1* et *BRCA2*. La bataille juridique livrée par l'Institut Curie sous l'impulsion du Dr Dominique Stoppa-Lyonnet a abouti à la révocation de certains d'entre eux par l'Office européen des brevets. On mesure



la portée de ce jugement qui fera jurisprudence, mais on y voit plus une affaire de pratiques juridiques et de protection industrielle qu'une alerte santé. C'est que, selon les auteurs, la définition de la santé environnementale est large, puisqu'elle cherche à mettre en évidence « *la responsabilité de tel ou tel facteur, physico-chimiques, ergonomique, social ou psychologique, dans l'atteinte de la santé ou dans le bon état de santé d'une personne ou d'une population* ». La pratique sociale du brevet, qui stérilise la recherche scientifique sans garantir la qualité du diagnostic et des soins, entre donc dans la sphère de la santé environnementale.

Une autre qualité de cet ouvrage est de bousculer quelques idées reçues. Ainsi, l'impact de l'environnement sur la santé, qui est au centre de ce travail, remet la part héréditaire et génétique des maladies à sa juste place. L'expertise scientifique se voit démythifiée et rappelée à plus d'humilité en se positionnant comme une activité humaine dotée d'outils méthodologiques et techniques rationnels, mais jamais impartiale : « [...] *il n'y a pas de savoir sans hypothèse préalable, donc sans projection d'une vision* ». Enfin, le fait de s'adresser au public et de le considérer comme producteur de savoir fera frémir plus d'une bonne conscience emmurée dans ses certitudes.

Les auteurs ne s'en cachent pas, ils œuvrent pour la reconnaissance des risques sanitaires trop souvent négligés, occultés par les industriels et minimisés par des comités d'experts qui peinent à conserver leur indépendance. En matière de santé publique, soulignent-ils, les acteurs « *doivent se contenter de bas niveaux de preuve pour mettre en place des plans de prévention qui, pour être efficaces, doivent s'appliquer à l'ensemble de la population* ». Il faut donc prendre en compte les risques, et non le danger ; « *si vous faites le pari de l'épidémiologie et de la certitude scientifique, vous risquez de ne pas protéger les populations pendant tout le temps que vous menez les études, le temps de savoir*

*si l'évaluation des risques est pertinente ou pas* ». Dans la jungle des rapports contradictoires et des avis scientifiques divergents, il faudrait donc se ranger en priorité aux côtés du plus alarmiste, à condition bien sûr qu'il respecte les critères de bonnes pratiques. Et pourtant, que d'incertitudes dans l'évaluation du risque, un océan de doute qu'André Cicollella et Dorothee Benoit-Browaëys ne cherchent pas à dissimuler. Ce n'est pas un hasard si les maladies les plus souvent citées comme possiblement secondaires à une intoxication chronique sont celles dont les causes et la physiopathologie demeurent inconnues (maladies d'Alzheimer et de Parkinson, autisme, sclérose en plaques, lupus érythémateux disséminé, sclérodermie, une liste à laquelle on peut incorporer le cancer), ou des entités pathologiques dont la réalité est controversée (fibromyalgie, syndrome d'hyperactivité de l'enfant, syndrome d'hypersensibilité chimique multiple, syndrome des bâtiments malsains, perte de tolérance déclenchée par les toxiques...).

Cet ouvrage appelle à ouvrir un débat que pourrait nourrir chacune de ses pages. Il décrit des problèmes concrets et fournit assez de preuves pour qu'il soit impossible de les nier. Mais il ne se limite pas à dresser un bilan. Il ouvre des pistes intéressantes, à commencer par une proposition de loi pour la création d'un haut comité de l'expertise scientifique et la protection les lanceurs d'alerte. Une solution qui s'avérera fructueuse à la condition d'adopter la philosophie du *Danish Board of Technology* qui entend « *combattre aussi bien les technophobies sans limite que la passion sans nuance pour la technologie* ». ♦

**For a civic expertise of the risks**

## RÉFÉRENCE

1. Cicollella A, Benoit-Browaëys D. *Alertes santé. Experts et citoyens face aux intérêts privés*. Paris : Éditions Fayard, 2005.



**Le jour où j'ai cessé d'être son enfant**

Quand j'étais jeune, elle a fait de son mieux pour prendre soin de moi. Aujourd'hui, nos rôles sont inversés. Je fais de mon mieux pour prendre soin d'elle bien qu'elle ne puisse même plus profiter des petits plaisirs de la vie. Elle m'a été enlevée par une maladie insupportable.

La maladie d'Alzheimer atteint bien plus que la mémoire. Avec le temps, la personnalité et les fonctions motrices se détériorent jusqu'à ce que le corps cesse tout simplement de fonctionner. Présentement au Canada, une personne sur 13, de plus de 65 ans, est atteinte de la maladie d'Alzheimer et de démences connexes.

En tant que principale source d'appui et de financement de la recherche, la Société Alzheimer a besoin de votre don pour continuer de fournir de l'aide et de l'espoir aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et à leurs familles. Pour plus d'information, communiquez avec votre Société Alzheimer locale ou visitez notre site Web au [www.alzheimer.ca](http://www.alzheimer.ca)

**SOCIÉTÉ ALZHEIMER**

**L'aide d'aujourd'hui. L'espoir de demain.**

\* Fondée sur la santé et le vieillissement au Canada.